

## **Dilma a gagné : nous respirons mieux, mais ...**

*par Aram Aharonian*  
27/10/2014

Avec le triomphe de Dilma nous respirons plus tranquillement en Amérique du Sud. Le dimanche 26 ce qui était en jeu c'était beaucoup plus que le changement ou la continuité du projet politique de son gouvernement, c'était la définition de la carte géopolitique régionale, un processus dans lequel on doit inclure aussi l'écrasante victoire électorale d'Evo Morales en Bolivie, le second tour électoral en Uruguay dans un mois, et les élections présidentielles en Argentine l'année prochaine.

Dilma a vaincu non seulement Aécio Neves, mais aussi la terreur médiatique du pouvoir médiatico-entrepreneurial. Ce n'est pas par hasard que lorsque les sondages démontraient un léger avantage pour Rousseff, redoublait d'intensité une sale campagne de propagande contre l'actuelle présidente animée par son adversaire et le cartel de la presse nationale et internationale. (Il faut rappeler que depuis 2003 le PT n'est pas parvenu à avancer vers une loi des télécommunications qui en finisse avec les oligopoles et qui démocratise la communication).

Depuis 2003, quand arriva au pouvoir Luis Inacio Lula da Silva, le Parti des Travailleurs a réalisé des transformations importantes en faveur des grandes majorités brésiliennes : il a sorti 40 millions de personnes de la pauvreté, il a réduit le chômage à des minimas historiques, il fut bénéfique pour les classes moyennes et il a réussi des avancées significatives contre la faim dans le pays, un des plus inégalitaires du monde. Mais, ces derniers temps, l'économie s'est ralentie face à un environnement global moins favorable, et l'imaginaire collectif d'un pays à forte croissance de la décennie passée est allé en s'estompant, faute aussi d'une politique de communication.

Avec ses 200 millions d'habitants, le Brésil a aujourd'hui l'économie la plus forte du Mercosur et de l'Unasur, c'est l'une des puissances « émergentes » qui forme le groupe des BRICS avec la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, c'est le principal partenaire commercial de l'Argentine, un soutien important pour les économies cubaine et vénézuélienne et l'épicentre des investissements chinois dans la région.

Il se peut que les politiques de Lula et Dilma aient été parmi les plus timides des projets de transformation en Amérique Latine. Il n'est pas moins vrai que la droite n'est pas plus forte parce qu'elle croît électoralement mais parce que les politiques néolibérales des gouvernements progressistes ont déçu beaucoup de leurs anciens sympathisants et en ont démoralisé et démobilisé d'autres.

Il n'y a plus de gauche forte au sein du PT, parti qui a payé le prix de la bureaucratisation et de la cooptation des dirigeants sociaux pour la gestion gouvernementale. En outre, les mouvements sociaux, qui portèrent Lula et Dilma au pouvoir, ont perdu la rue devant l'offensive sociale d'une droite renforcée principalement par le soutien du grand capital étranger et des médias commerciaux endogènes et étrangers. Mais il y a plus grave, c'est le vide d'idées et de propositions pour sortir de la crise capitaliste par la gauche.

Il ne reste plus [d'autre choix] à Dilma que de, non seulement prendre bien la mesure de la situation et abandonner la résistance à l'offensive de la droite pour avancer dans la construction non seulement d'une alternative, mais aussi du pouvoir populaire pour prévenir ces frayeurs. Les médias internationaux ne montrent que les scandales de corruption, l'inflation élevée, les services publics déficients.

Vers la fin de la campagne, Rousseff en personne avertit les électeurs, en particulier les plus pauvres, que voter pour le PSDB entraînerait le retour au Brésil plus inégalitaire et injuste de la décennie de 1990, quand on donna la priorité à la recherche de la stabilité économique et à l'ajustement fiscal à n'importe quel prix, à la diminution drastique du rôle de l'Etat, favorisant les intérêts privés nationaux et transnationaux, et changerait le destin des programmes sociaux.

Aujourd'hui nous respirons un peu plus sereinement, surtout parce que Neves promettait un changement drastique de la politique extérieure brésilienne. Son conseiller, Rubens Barbosa, chef du conseil du commerce extérieur de la puissante Fiesp, la puissante Fédération patronale de l'Industrie de l'Etat de Sao Paulo, indiqua qu'il fallait tout changer, en commençant par les relations avec les voisins pour privilégier les relations avec les Etats-Unis et l'Union Européenne, même quand celles-ci détériorent la production industrielle brésilienne.

Et il menaça de couper l'accès au crédit à la Bolivie, sauf si elle adoptait des programmes « fiables de lutte contre la drogue », de supprimer tout financement de travaux d'infrastructure à Cuba et de traiter le Mercosur « comme ce qu'il est, quelque chose d'anachronique sans utilité pour les intérêts brésiliens », et de lui assigner la nouvelle fonction d'oublier l'intégration pour rechercher la libéralisation commerciale unilatérale, en éliminant la clause qui oblige les pays du bloc à adopter des décisions et des actions communes.

Pour Barbosa (et Aécio Neves) le PT a voulu faire une union politique contre les Etats-Unis à travers le Mercosur, l'Unasur, la Celac, et il marqua comme une priorité d'améliorer l'état actuel des relations avec les Etats-Unis, détériorées par le scandale d'espionnage qui alla y compris jusqu'au téléphone portable et au courrier électronique personnels de Dilma Rousseff.

Evidemment, ces idées réduiraient l'Amérique Latine à n'être à nouveau que l'arrière-cour des Etats-Unis, en ressuscitant le cadavre de l'Aire de Libre Commerce des Amériques (ALCA), enterré par les présidents américains en 2005.

Nous respirons mieux en Amérique du Sud. Mais nous serons plus tranquilles si le Parti des Travailleurs, lors de sa quatrième administration consécutive, réussit à faire avancer les transformations sociales qu'il doit encore à son peuple, en construisant un véritable pouvoir populaire, avec l'appui des mouvements sociaux, des travailleurs, des paysans, des étudiants, des jeunes/

**Aram Aharonian**, journaliste et universitaire uruguayo-vénézuélien, directeur de la revue Question, fondateur de Telesur, directeur de l'Observatoire Latinoaméricain en Communication et Démocratie (ULAC)